

Pendant les élections la crise continue (bis)

Posté le : 11 avril 2012 13:40 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Monnaies et changes, Réforme

Pendant les élections la crise continue (bis)

Les élections ont toujours leur caractère de purge caractéristique nationale. Le défouloir est nécessaire pour évacuer des tensions et des frustrations accumulées. Tensions et frustrations sociales ? Pas vraiment. Plutôt des tensions et des frustrations personnelles dont le cumul donne un comportement de masse.

La notion de "troisième homme" est toujours la même : le paratonnerre n'est jamais celui qu'on croit. Il canalise les pulsions de haine et de refus. Et s'évapore au bout de quelques années.

Un jour ce fut Chevènement ; un autre Bayrou ; aujourd'hui c'est un certain Mélenchon. On se défoule toujours là où cela gratte. Chevènement était un exutoire pour le prurit national, alors que la France abandonnait son indépendance pour l'Europe. Bayrou capitalisait l'opposition au bipartisme qui ignore tant de sensibilités particulières, après que le passage au quinquennat eût renforcé à outrance la "présidentialisation" des institutions donc son bipartisme obligé. Mélenchon est le symbole des gratouillis qui marquent l'abandon de notre avenir "aux marchés", c'est-à-dire à des forces incontrôlables dont la rationalité n'a rien d'évident et les dangers tout de manifeste.

Cette phase de purge des humeurs est l'apanage des premiers tours. Elle ne se termine pas avec lui. "Au second tour on élimine" dit le dicton politique. La France ne va pas choisir un programme, une réflexion, une expertise. Elle ne va pas rechercher son intérêt, choisir son avenir, envisager des solutions, s'ouvrir à des opportunités. Plus personne ne croit que le Président de la République Française, dépourvu de tout pouvoir, peut avoir le moindre volontarisme convaincant.

Tout le monde se moque des programmes. Annoncer des pluies de dépenses et d'avantages catégoriels ciblés sur des populations segmentées par des politologues mercenaires, le tout basé sur des taux de croissance désincarnés, est un exercice méprisable. Qui y croit ? Personne. Jamais programmes n'ont été si bien chiffrés et aussi vains.

M. Hollande en chef de guerre économique, entouré de Mme Aubry, la dame des trente cinq heures, de M. Mélenchon, le révolutionnaire à voix gaulliste, attitude mussolinienne et moue veule, de Mme Joly, la Savonarole pilotée comme une marionnette par des verts bien rouges, est aussi crédible qu'un guignol à sabre de bois. Il paraît qu'il est rigolo dans le privé.

M. Sarkozy, le moi-je en bandoulière, équipé d'un volontarisme de tempérament mais aussi de façade, dont la vanité a été évidente pendant cinq ans, s'est voulu l'homme de toutes les transgressions. Il a voulu tout oser. Braver à droite, baver à gauche, taxer le tout en disant qu'il n'en faisait rien. Les événements ont été plus forts que lui et le resteront. Il paraît que Carla est fort charmante.

Le second tour arbitrerait des détestations plus qu'il ne validerait des programmes. Sera élu, dit-on, celui qui aura assis le mieux sa crédibilité. Foutaises. M. Hollande n'a aucune crédibilité. M. Sarkozy n'en a pas plus. Sera élu celui qui sera le moins méprisé, momentanément ou celui qui

laissera le plus indifférent.

Car la crise qui frappe le monde depuis 2007 ne connaît pas de pause. Aucun des deux candidats ne l'a comprise. Aucun des deux n'a même la moindre conscience des causes et des remèdes.

Le 10 avril 2012, à quelques jours du premier tour, les bourses mondiales ont connu une baisse qui en d'autres temps aurait été considérée comme un krach calamiteux augurant du pire. Près de 4% : ce n'est pas rien. Les marchés des changes ont recommencé à bouger. La spéculation teste le Franc Suisse et la résolution de la BNS de veiller sur un cours de 1.2 par rapport à l'Euro. L'Euro est attaqué comme toute la zone en prenant appui sur une spéculation cette fois effrénée sur la dette espagnole. Après la Grèce et l'Italie, l'Espagne est dans le collimateur.

Depuis 5 ans nous expliquons qu'il est strictement impossible de sortir de la crise sans revenir à une collaboration internationale sur les changes qui impliquent des disciplines collectives, la maîtrise des mouvements de capitaux à court terme, et des objectifs globaux de croissance.

Une fois de plus la crise redémarre après que le feu ait couvé dans l'indifférence générale ou plutôt le sentiment que "ouf elle était passée cette fichue crise".

La vraie question n'est pas de faire un pacte de stabilité et de monter des pare feux pour "rassurer les marchés" ou les emplir de craintes. Les marchés financiers sont une boule de lave qui brûle les enveloppes en papier qu'on leur oppose et s'insinue dans tous les interstices qu'on laisse ouverts.

Il faut faire sauter le couloir de lave. Le bloquer à la racine.

Les marchés ne peuvent pas grand-chose contre une coalition d'états décidés à briser dans l'œuf toute spéculation sur les monnaies et les taux d'intérêts. Mais il faut que les Etats aient une discipline commune et des objectifs uniques et coordonnés. Où est la coopération internationale ?

En annonçant que l'on renonce à l'idéologie de la finance et des marchés libres dans un monde où cette liberté ne peut s'exercer valablement, faute, à ce stade, d'un environnement unique et propice, que les Etats se retrouvent sur un objectif commun de stabilité des changes, qu'ils mettront tous les moyens, réellement tous les moyens, pour briser tous les mouvements ou attitudes qui viendraient contrevenir à cet objectif, la spéculation s'arrête dans l'instant.

Il devient alors possible d'envisager la liquidation du legs tragique du système précédent : une dette insoutenable qui sera éliminée progressivement par les trois moyens habituels : des pertes, de l'inflation et de la croissance.

On verra alors que la croissance mondiale, durable, est possible même dans les pays développés et que la sinistrose grotesque de commentateurs qui ne comprennent rien ni à la crise ni aux solutions de sortie de crise, ni aux conditions d'une croissance forte qui sauvegarde la planète, est sans objet. L'Europe ruinée par la guerre ne pouvait pas se relever. Et nous eûmes une série de "miracles", allemands, français, italien etc. Le Japon ruiné ne s'en sortirait jamais. On a vu. La Chine ne pourrait jamais croître. Les pays de l'est étaient voués à la misère. L'Afrique était mal partie. La farandole des vues basses ne date pas d'aujourd'hui.

Il n'y a pas de miracles. Seulement les conditions à créer d'une croissance possible.

Non le monde n'est pas voué à la déréliction.

Non l'Europe n'est pas vouée à la décroissance morose.

Non la France n'a pas plus que les autres à devenir le champs clos de forces incomprises la plongeant dans le marasme.

Cette crise mondiale à rechutes chroniques aurait pu être arrêtée dès octobre 2008. Nous devrions déjà en être sortie. Nous en sommes à prévoir 7 ans de nouveaux malheurs.

Sur ce sombre volcan nos nains éructent et dansent. L'un crie : "Vive l'impôt Vive l'impôt ; les riches paieront" dans un pays sans investissement depuis des lustres, où il manque entre 5 et 10 millions d'emplois salariés, et dont la dépense publique représente plus que la totalité de la valeur ajoutée par les entreprises du secteur marchand. L'autre crise "Vive moi", "Moi Je" après avoir refusé pendant la campagne de 2007 de voir venir la crise et pendant 5 ans de porter les solutions nécessaires, avec une force de conviction suffisante.

Nous avons écrit d'abord sur ce blog une chronique de la catastrophe annoncée puis une chronique de la poursuite de la catastrophe faute des solutions appropriées. Dans quelques semaines cela fera 5 ans que nous prenons les faits à témoin et que nous annonçons les conséquences de décisions et de non décisions inconséquentes et inappropriées. Prévoir les événements avant est toujours plus fécond que nier les réalités ou se taire avant et pendant et commenter les échecs après.

Nous arrêterons ce blog à la date de son cinquième anniversaire, c'est-à-dire en juin 2012.

Nous le ferons avec la colère au ventre. Celle de n'avoir pas réussi à convaincre à temps ; à faire bouger les lignes ; à provoquer les prises conscience nécessaires.

A la fin d'un cycle politique quinquennal, synchrone avec ce blog, nous voici Gros Jean comme devant, avec les mêmes mensonges, les mêmes erreurs, la même classe politique sourde et aveugle, les mêmes médias asphyxiés par des experts stipendiés par la finance, l'Europe et l'état. Vive la finance libérée et les changes flottants, vive l'Euro malgré les malfaçons, vive l'impôt et la dépense publique. Sinon plus de charges honorifiques ou grassement rémunérées, plus de prébendes, plus de "vu à la télé".

Ces cinq années auront vu des confirmations éclatantes :

- l'effondrement des économistes officiels roulés dans le néant de leur esprit de cour et d'idéologies partielles et à courte vue qui s'apparentent plus à une vulgate socio-politique mal digérée qu'à une véritable réflexion scientifique.
- l'effondrement d'institutions qui auraient du jouer leur rôle comme le FMI et accessoirement des dirigeants de cette institution (on en attendait aucune rigueur et on en a eu aucune) ; comme la Commission européenne, organisée contre les états et incapable de s'y substituer ; de l'Eurogroupe, dont le vide et la superficialité est devenue criante ; comme le G.20 structure qui aurait du agir et dont la passivité est la marque même de l'impuissance collective
- l'impossibilité d'une croissance durable dans un système de changes flottants, alors qu'on a voulu une libéralisation totale des mouvements d'hommes, de marchandises et de capitaux dans un cadre non préparé. Le trend s'est d'abord ralenti avant de se bloquer ; le cycle décennal s'est d'abord aggravé avant de s'emballer.
- l'impossibilité de gérer une zone de monnaie unique avec des institutions inexistantes ou

paralytiques, dans un monde de changes flottants.

- L'impossibilité d'atteindre croissance et plein emploi quand l'état dépense 56% du PIB, capte la contrevaletur de la valeur ajoutée des entreprises privées, et ne pense qu'à servir des clientèles en commençant naturellement par la classe des hauts fonctionnaires. La France a voulu servir de témoin à cette inconvenance. Elle est à la fois ridicule, ruinée et sortie de l'histoire. Encore bravo !

Le seul vrai programme électoral serait :

- de proposer de sortir des changes flottants et de reconstruire un système de changes fixes mais ajustables, dans un but de croissance globale et de réduction de la dette excessive qui paralyse le monde, avec une libéralisation contrôlée par des jeux d'écluses raisonnables.

- de réformer les institutions de la zone Euro, en dehors de la calamiteuse Commission Européenne et des idées détestables qui la sous-tendent, afin qu'il y ait un véritable pilotage de la zone dans le concert des nations.

- de réformer lourdement l'état Français pour que l'on sorte de la maladie fiscale et démagogique qui le mine.

On vérifiera que ceux qu'on propose aux Français préparent l'exact contraire. La soumission aux marchés, la soumission à l'Euro, la soumission à l'énarchie perpétuellement à la manœuvre fiscale, sont des axes communs aux deux programmes. Les différences sont de degré. L'énarque Hollande ne reniera pas sa caste, ni l'Euro ni les marchés (ce sont ses amis qui ont fait le travail de soumission à cette organisation à partir de 83). Sarkozy au fond s'en fiche pourvu qu'il ait un tourniquet où s'agiter et donner du grain à son égo. Après avoir annoncé un nouveau Bretton-Woods, il est venu à Canossa, précisant bien qu'il voulait que le dollar reste la monnaie mondiale et que les changes flottants soient la règle. Quelle cohérence ? Après avoir annoncé qu'il baisserait les impôts il a multiplié les taxes et les lois de finances pour aggraver la pression fiscale. Il se vante maintenant que le taux de prélèvement aura finalement légèrement augmenté pendant son quinquennat. Quelle cohérence ? Quant à l'Europe, il l'a voit dans les jupes de Mme Merkel après avoir cherché à mener une politique franco anglaise en début de mandat, sans avoir jamais compris ce qu'il fallait réformer dans la zone euro. Quelle cohérence ? On ne peut pas dire tout et faire son contraire.

Oui, cette élection est une élection pour rien, désobligeante pour les Français, à qui on fait jouer le rôle d'une peuplade débile réduite à vivre dans une France descendue quelque part entre le Vénézuéla de Chavez et le Zimbabwe de Mugabe.

Non la crise n'est pas finie.

Oui les forces délétères qui sont à l'origine de la crise sont toujours en pleine action. Et cette action est désastreuse.

Non, personne ne les arrêtera à court terme.

Une fois encore on ne peut compter que sur la pédagogie d'un désastre.

D'un désastre hélas annoncé. Alors qu'on devrait être en pleine sortie de crise.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.

